

**FICHE INDIVIDUELLE A DESTINATION DES SERVICES D'EAU  
PARTICIPANT A L'ETUDE CEP  
DONNEES 2011**



**Nom de la collectivité :** Fontanil-Cornillon

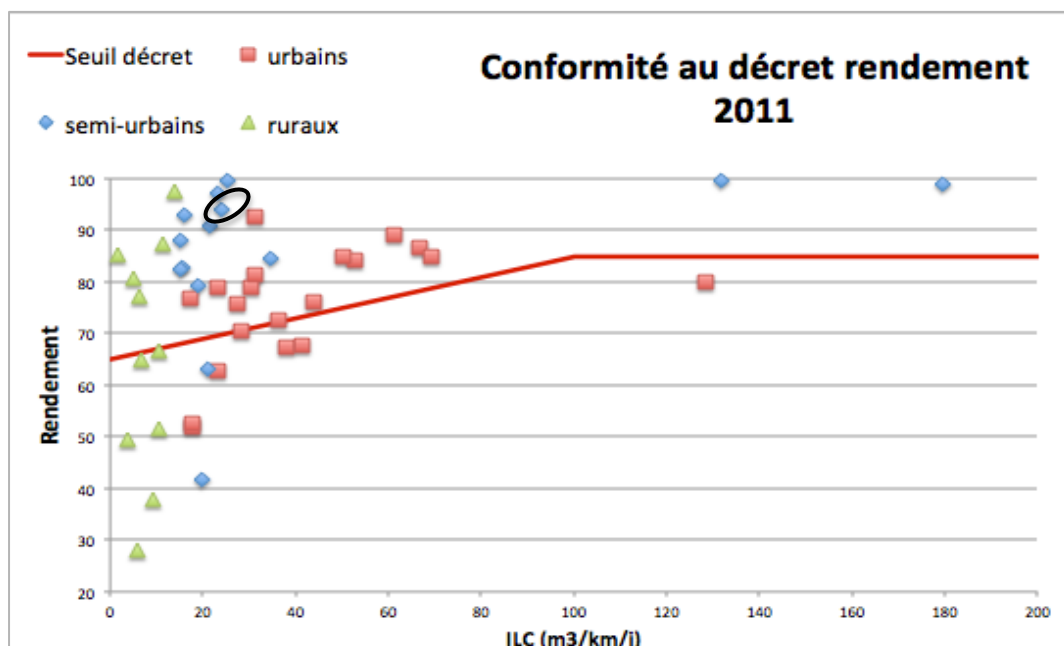
**Type de collectivité :** Commune

Les données présentées ci-dessous ont été renseignées par le service d'eau potable sauf celles marquées d'un astérisque « \* ». Celles-ci ont été calculées à partir des données renseignées par les services, voir notice explicative.

COLLECTIVITE	PERIMETRE CEP
<b>Généralités</b> Abonnés : 876 ILC : 24,2 m <sup>3</sup> /km/j Habitants : 2 777 Densité habitants* : 112 hab/km Mode de gestion : <i>Affermage</i> Branchements : 573 Date de règlement de service : Volume entrant : 233 Mm <sup>3</sup> <i>non disponible</i> Volume facturé : 233 Mm <sup>3</sup> Linéaire de réseau : 25,228 km Installation de traitement : <i>non</i>	Abonnés CEP : 170.733 Habitants CEP : 467.591 Linéaire total : 2.145 km Branchements : 98.355 Volume facturé : 30,2 millions m <sup>3</sup>
<b>Gestion Patrimoniale</b> Ouvrages : 3 réservoirs Nombre total de compteurs : 933 Pourcentage de compteurs +12 ans : 71,4 % Linéaire renouvelé sur 5 ans : 0,16 km Pourcentage moyen renouvelé par an* : 0,13 % Connaissance de l'âge des réseaux : <i>non</i>	Compteurs CEP : 173.954 % CEP (+12ans) : 37,1 % moyenne CEP : 1%/an moyenne nationale 2009 : 0,6%/an
<b>Performance</b> Rendement* : 93,9% Indice Linéaire de Pertes* : 1,6 m <sup>3</sup> /km/j	Rendement CEP : 79,1% ILP CEP : 12,0 m <sup>3</sup> /km/j
<b>Décret "rendement" :</b> Niveau de connaissance du patrimoine : 60/100 Seuil de rendement imposé par le décret* : 69,8% Rendement 2011 : 93,9% rendement lissé sur 3 ans* : 92,2% <i>Graphe de conformité des rendements en p2</i>	Moyenne CEP : 61/100 pts Seuil décret CEP : 72,8 % Rendement CEP : 79,1% Rendement CEP lissé : 78,4%
<b>Branchements en plomb :</b> Nombre de branchements en plomb restant connus : 10 Evaluation du coût de remplacement* : 18 000 € Estimation par le service d'eau de la fin des travaux : <i>non disponible</i>	Nombre CEP : 4.506 Total CEP : 9.787 k€
<b>Données financières</b> Recettes réelles totales de fonctionnement : 75 k€ Capacité d'autofinancement 2011* : 36 k€ Durée d'extinction de la dette 2011* : 2,2 ans Prix 2011 du service d'eau potable (base 120m <sup>3</sup> ) : 0,85 €/m <sup>3</sup> Evolution du prix depuis 2008* : 2,7 % <i>Graphique d'analyse p2.</i>	CAF CEP : 9.000 k€ Extinction dette CEP : 5,4ans Prix moyen CEP : 1,14 €/m <sup>3</sup> Evolution CEP : +14,8 % Prix moyen national : 1,55€/m <sup>3</sup> (2009)

\* calcul CEP, voir notice explicative

### Graphique 1 : Conformité des rendements de 2011 par rapport aux exigences du décret



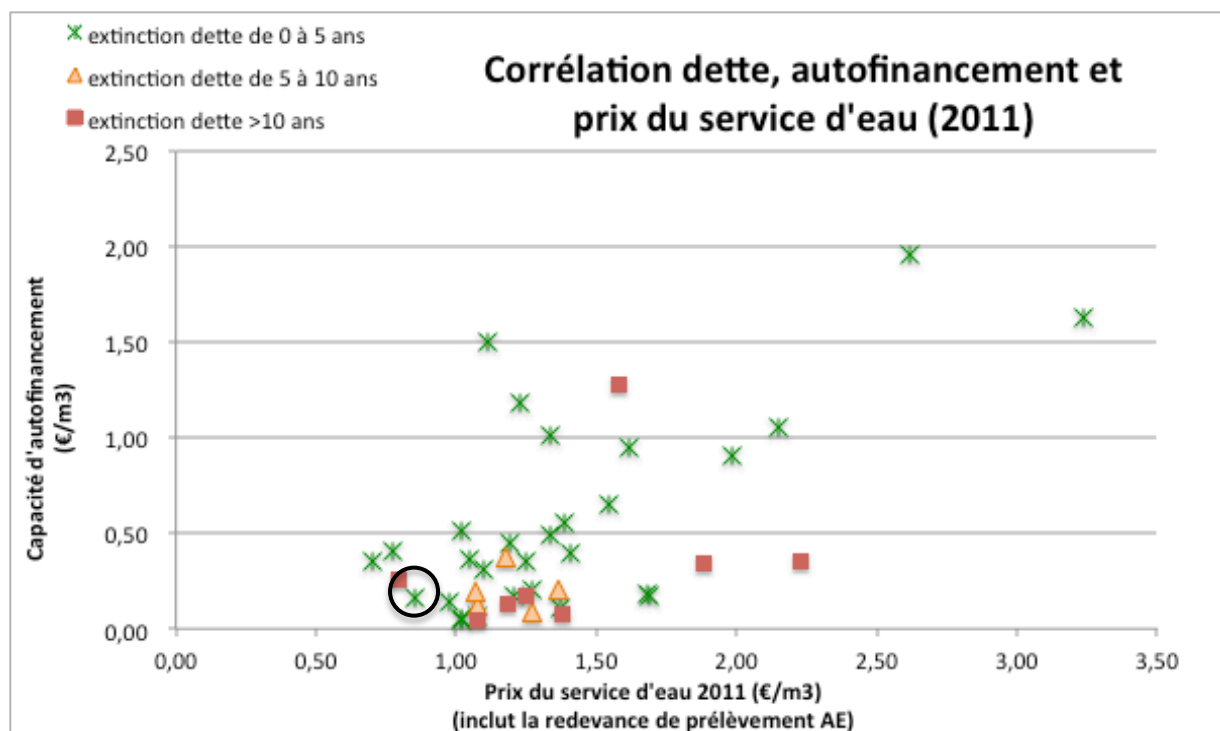
Fontanil-Cornillon est entourée.

Elle est à interpréter au regard des réseaux de typologie semi-urbaine (losanges bleus). En 2011 son rendement était de 93,8%. Il dépassait de 24 points le seuil imposé par le décret "rendement". En 2008 (pas sur le graphique), son rendement était de 86,5%. Le rendement a donc progressé de 8 points en quelques années, sans que d'importants travaux ne soient entrepris sur le réseau (160m en 5 ans).

Il est très rare qu'un réseau de distribution parvienne réellement à un niveau de rendement supérieur à 90%. Les collectivités qui y parviennent ont généralement de très gros consommateurs industriels sur leur réseau. Pour les autres, il est vivement recommandé de vérifier l'âge du compteur situé au réservoir. En effet, un rendement très élevé peut être du à un compteur en tête de réseau qui sous-estime les volumes entrant dans le réseau.

On notera que le rendement traduit moins l'état du réseau que les consommations de ses usagers. Pour mesurer la performance en matière de fuites, l'ILP est plus approprié, puisqu'il estime les pertes sur le réseau. L'ILP de Fontanil-Cornillon est de 1,6 m³/km/j. En conséquence, il apparaît que le niveau de fuites est très bas sur le réseau. Le service d'eau peut donc consacrer ses efforts à d'autres chantiers que la lutte contre les fuites. On peut envisager le rajeunissement du parc de compteurs (2 compteurs sur 3 ont plus de 12 ans) ou l'amélioration du degré de connaissance du patrimoine (indice : 60/100) qui constitue un enjeu réglementaire du décret "rendement".

## **Graphique 2 : Dette, autofinancement, prix du service eau potable : vision globale des marges de manœuvre**



Le graphe ci-dessus propose de croiser 3 données financières : le niveau de dette, l'autofinancement (en ordonnée, qui inclut les montants d'assainissement et d'agence de l'eau) et le prix du service d'eau, base 120m<sup>3</sup> (en abscisse).

### Fontanil-Cornillon est entourée.

Son extinction de dette est nulle (inférieure à 5 ans, étoile verte) et elle dégagait en 2011 un autofinancement de 0,16 €/m<sup>3</sup> facturé, pour un prix de l'eau de 0,85 €/m<sup>3</sup>.

Cela traduit *a priori* une bonne santé financière du service d'eau.

En effet, le prix pratiqué compte parmi les 5 plus faibles du territoire. Il permet de dégager un autofinancement assez limité de 16 cts/m<sup>3</sup> facturés.

Le niveau de dette est très bas (86k€ en 2011) ce qui est tout à fait supportable pour un service d'eau comme le Fontanil. En effet, sa création de richesse de 16cts/m<sup>3</sup> lui permettrait de rembourser sa dette en moins de 3 ans s'il consacrait l'intégralité de son autofinancement au règlement de la dette.

### Quelles marges de manœuvre en cas de besoin d'investissement ?

Si le service d'eau du Fontanil devait financer de nouveaux travaux, il pourrait soit augmenter son autofinancement, soit contracter un nouvel emprunt. Pour augmenter la CAF, le Fontanil dispose d'une marge de manœuvre en termes d'augmentation du prix de l'eau (au regard du graphique ci-dessus). Cette solution serait intéressante pour des investissements réguliers à moyen terme.

Pour un investissement ponctuel, une marge de manœuvre semble également disponible en matière d'emprunt.

A long terme, afin d'anticiper les possibles pics de renouvellement dus au vieillissement simultané des conduites, et dans le cadre des préconisations de la Directive Cadre Européenne 200/60/CE, le service peut envisager la possibilité de provisionner pour financer ces futurs travaux.